



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Vendredi 25 octobre 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

REVUE DE L'ARBITRAGE

BULLETIN
DU COMITÉ FRANÇAIS DE L'ARBITRAGE

ANNÉE 2024 - N° 3 - JUILLET-SEPTEMBRE

SOMMAIRE

	Pages
DOCTRINE :	
— Les aspects financiers de l'arbitrage, par Jean-François TOSSENS et Teresa GIOVANNINI	763
— La réforme du droit anglais de l'arbitrage, par Jacob GRIERSON, Peter ROSHER et Gisèle STEPHENS-CHU	801
— La nouvelle réforme de l'arbitrage au Maroc : analyse critique, par Iliass SEGAME	837
JURISPRUDENCE FRANÇAISE :	
— « L'impossible saisine du premier président par voie de requête en vue de neutraliser les effets d'une sentence internationale », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 15 mai 2024, par Martin PLISSONNIER.	887
— « Le juge de l'exécution, seul juge français du retrait litigieux », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 28 février 2024 (deux arrêts), par Malik LAZOUZI.	897
— « Opposabilité de la clause compromissoire au tiers qui invoque, sur le fondement de la responsabilité délictuelle, un manquement contractuel : la controverse demeure », note sous Saint-Denis de la Réunion, 23 février 2024, par Jérôme BARBET	915

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE :	
— par Paul GIRAUD	947
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE ARBITRALE EN MATIÈRE SPORTIVE :	
— dirigée par Matthieu MAISONNEUVE, avec les contributions de Sébastien BESSON, Clémentine LEGENDRE, Jean-Michel MARMAYOU et Marc PELTIER	967
DOCUMENT :	
— Loi marocaine du 13 juin 2022 sur l'arbitrage et la média- tion conventionnelle (n° 95-17).....	1021
SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE.....	1045
INDEX ANALYTIQUE	1067

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
24 octobre 2024
n° 37 / 8058^e
pages 1817 à 1856



Version numérique incluse*



322437



ÉDITORIAL

1817 L'accès aux données: clé de voûte de l'IA juridique, *Tarik Lakssimi*

ACTUALITÉS

- 1820 Société cotée (administrateur): équilibre entre les femmes et les hommes
- 1821 Crypto-actif (adaptation au droit européen): publication de deux ordonnances
- 1822 Responsabilité contractuelle (garagiste): présomption de faute et de causalité
- 1822 Vente (garantie des vices cachés): action en cas de revente de la chose
- 1822 Propriété (fouilles): appropriation des vestiges archéologiques
- 1823 Réhabilitation judiciaire (affaire *Jacques Fesch*): notion de gages d'amendement
- 1823 Circulation routière (stupéfiants): portée d'un prélèvement salivaire
- 1824 Responsabilité médicale (charge de la preuve): défaut d'information du patient
- 1824 Avocat (discipline): qualité du conseil de discipline en cas d'appel

POINT DE VUE

1825 Qu'est-ce que l'« exploitation » de la gestation pour autrui?, *Alexandre Charpy*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1832 **Panorama**: Sociétés et groupements, *Eddy Lamazerolles, Jean-Marc Moulin et Anne Rabreau*
- 1846 **Notes**: Quelle place pour le préjudice de mort imminente de la victime survivante?,
note sous Civ. 2^e, 11 juill. 2024, Stéphanie Porchy-Simon
- 1851 Opposabilité et publicité de la cession d'un brevet: le sacrifice de la cohérence sur l'autel
de la mesure, *note sous Com. 24 avr. 2024, Matthieu Dhenne*

ENTRETIEN

1856 Jean-Pierre Karaquillo – L'évolution de la place du droit du sport

Lefebvre Dalloz

DA|LOZ

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALE DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

• RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZÉ-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, *Directrice*
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarnut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1 064,90 € TTC

Étranger : 1 109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Octobre 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarnut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Tarik Lakssimi

L'accès aux données:
clé de voûte de l'IA juridique

1817

ACTUALITÉS

1820

DROIT DES AFFAIRES

Société et marché financier

Société cotée (administrateur): équilibre entre les
femmes et les hommes

Contrat-Responsabilité-Assurance

Crypto-actif (adaptation au droit européen):

publication de deux ordonnances

1822

DROIT CIVIL

Bien-Propriété

Propriété (fouilles): appropriation des vestiges
archéologiques, *Civ. 1^{re}, 16 oct. 2024*

Contrat-Responsabilité-Assurance

Responsabilité contractuelle (garagiste):

présomption de faute et de causalité,

Civ. 1^{re}, 16 oct. 2024

Vente (garantie des vices cachés): action en cas de

revente de la chose, *Com. 16 oct. 2024*

1823

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Réhabilitation judiciaire (affaire *Jacques Fesch*):

notion de gages d'amendement,

Crim. 15 oct. 2024

Circulation routière (stupéfiants): portée

d'un prélèvement salivaire, *Crim. 15 oct. 2024*

1824

DROIT PUBLIC

Santé publique

Responsabilité médicale (charge de la preuve):

défaut d'information du patient,

Civ. 1^{re}, 16 oct. 2024

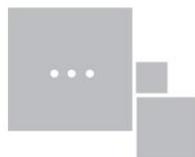
1824

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Profession juridique et judiciaire

Avocat (discipline): qualité du conseil de discipline

en cas d'appel, *Civ. 1^{re}, 16 oct. 2024*



POINT DE VUE

1825

Qu'est-ce que l'« exploitation » de la gestation pour autrui?
par Alexandre Charpy



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1827

Projet parental, engagement et responsabilité:
réflexions sur les fondements de la filiation
par Hugues Fulchiron

PANORAMA

1832

Sociétés et groupements
septembre 2023 – août 2024
par Eddy Lamazerolles, Jean-Marc Moulin
et Anne Rabreau

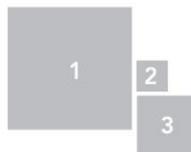
NOTES

1846

Quelle place pour le préjudice de mort imminente
de la victime survivante?, note sous Civ. 2^e, 11 juill. 2024
par Stéphanie Porchy-Simon

1851

Opposabilité et publicité de la cession d'un brevet:
le sacrifice de la cohérence sur l'autel de la mesure,
note sous Com. 24 avr. 2024
par Matthieu Dhenne



ENTRETIEN

1856

Jean-Pierre Karaquillo
L'évolution de la place du droit du sport

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr

Revue Lamy de la concurrence

Le droit de la concurrence appliqué au secteur pharmaceutique : questions choisies

Sous la direction de Silvia PIETRINI

- Concurrence et barrières à l'entrée sur les marchés pharmaceutiques
Clotilde JOURDAIN-FORTIER
- Accords de report d'entrée : entre restriction par objet et par effet, un point de vue d'économie du droit
Laurent BENZONI
- Les pratiques de dénigrement et d'intervention abusive auprès d'une autorité publique
Ombline ANCELIN et Erwan LEGENDRE
- Concurrence et barrières à l'entrée sur les marchés pharmaceutiques : le cas des acquisitions prédatrices
Alexandre CARBONNEL
- Concurrence et partage de données dans le secteur pharmaceutique
Marguerite BRAC DE LA PERRIÈRE
- La procédure de fixation des prix des produits de santé et distorsion de concurrence
Gaël HICHRI
- La gestion du risque concurrentiel
Marie-Catherine BARBEROUX

142 | MENSUEL
OCTOBRE 2024

Conseil scientifique

Frédéric de BURE :

Avocat, Cleary Gottlieb Steen
& Hamilton LLP

Sébastien BRAMERET :

Maître de conférences à l'Université Grenoble
Alpes, Membre du GRDPE

Benjamin CHEYNEL :

Référéndaire à la Cour de justice
de l'Union européenne

Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ :

Avocat, Jeantet Associés

Jean-Christophe GRALL :

Avocat, Grall & Associés

Pascale IDOUX :

Professeur de droit public à l'Université
de Montpellier I, CREAM/IUF

Bruno LASSERRE :

Ancien Président de l'Autorité de la concurrence

Gildas de MUIZON :

Deloitte Economic Consulting

Gwenaël MUGUET-POULLENNEC :

Référéndaire au Tribunal de l'Union européenne

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de Droit

Éric PAROCHE :

Avocat, Hogan Lovells

Alexandre RIÉRA :

Maître de conférences en droit privé à l'Université
de Perpignan Via Domitia, Avocat, AARPI RGR
Avocats

Jacqueline RIFFAULT-SILK :

Conseiller à la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social
7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Jérémy Berlemont

Ont participé à ce numéro : Mariam El Bardan,

Céline Garnier, Clotilde Noiraudeau

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 91,61 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint, 2 rue Descartes,

95330 Domont

Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale
ou partielle par quelque procédé que ce soit, du
contenu issu de la présente publication, effectuée
sans autorisation de l'éditeur, est illicite et
constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière
suivante : RLC 2024/142, n° 4745 (année/n° de la
revue, n° du commentaire)

Sommaire

FOCUS P. 4

- La CJUE tacle la FIFA sur ses règles relatives aux transferts internationaux de footballeurs professionnels
Jérémy BERLEMONT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 6

- Pratiques anticoncurrentielles P. 6
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P.10
- Procédure P. 12
- Régulation P. 15
- Commande publique P. 15

COLLOQUE P. 21

LE DROIT DE LA CONCURRENCE APPLIQUÉ AU SECTEUR PHARMACEUTIQUE : QUESTIONS CHOISIES

■ PROPOS INTRODUCTIFS

Rapport introductif – Le droit de la concurrence appliqué au secteur pharmaceutique : questions choisies P. 21
Silvia PIETRINI

■ CONCURRENCE ET BARRIÈRES À L'ENTRÉE SUR LES MARCHÉS PHARMACEUTIQUES

Concurrence et barrières à l'entrée sur les marchés pharmaceutiques P. 24
Clotilde JOURDAIN-FORTIER

Accords de report d'entrée : entre restriction par objet et par effet, un point de vue d'économie du droit P. 30
Laurent BENZONI

Les pratiques de dénigrement et d'intervention abusive auprès d'une autorité publique P. 36
Omblin ANCELIN et Erwan LEGENDRE

Concurrence et barrières à l'entrée sur les marchés pharmaceutiques : le cas des acquisitions prédatrices P. 41
Alexandre CARBONNEL

■ CONCURRENCE ET PROTECTION DES DONNÉES

Concurrence et partage de données dans le secteur pharmaceutique P. 45
Marguerite BRAC DE LA PERRIÈRE

■ CONCURRENCE ET RÉGULATION DE LA SANTÉ

La procédure de fixation des prix des produits de santé et distorsion de concurrence P. 47
Gaël HICHRI

La gestion du risque concurrentiel P. 51
Marie-Catherine BARBEROUX

DOSSIER P. 13

PERSONNES / FAMILLE

Associations :
libéralités, vente,
apport et fusion
en pratique

www.defrenois.fr

ACTUALITÉS P. 5**ENTREPRISE**

Précisions concernant
le formalisme de la cession
des titres des sociétés
par actions

DROIT FISCAL

DMTG : l'Administration
peut changer de motivation
pour justifier la pénalité

RURAL

Conditions de la résiliation
du bail pour mise à disposition
d'une société des parcelles
louées

PROFESSIONS

Auto-saisine pour avis de
l'Autorité de la concurrence
afin de dresser un bilan de
l'application de la loi *Croissance*

DOSSIER P. 13

PERSONNES / FAMILLE

par **Vincent Balny**

Jean-Daniel Roque
et **Éric Roux-Sibillon**

et **Marc Maggioli**

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF222m5 ■ Précisions concernant le formalisme de la cession des titres des sociétés par actions

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF222m1 ■ Condition de l'annulation de l'engagement de la caution pour erreur sur la solvabilité du débiteur

FISCAL

DEF222m2 ■ DMTG : l'Administration peut changer de motivation pour justifier la pénalité

RURAL

DEF222m3 ■ Conditions de la résiliation du bail pour mise à disposition d'une société des parcelles louées

PROFESSION

DEF222m4 ■ Auto-saisine pour avis de l'Autorité de la concurrence afin de dresser un bilan de l'application de la loi *Croissance*

DOSSIER P. 13

DEF222j6 ■ Le pouvoir renforcé du préfet en cas de libéralités à une association par **Vincent Balny**

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF222a7 ■ La nouvelle capacité d'une association culturelle à disposer d'immeubles reçus à titre gratuit par **Jean-Daniel Roque** et **Éric Roux-Sibillon**

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF222a5 ■ Quelles règles spécifiques pour la fusion d'associations culturelles ? par **Jean-Daniel Roque** et **Éric Roux-Sibillon**

FORMULES

DEF222a4 ■ Apport pur et simple entre associations par **Marc Maggioli**

VIE PRO P. 39

OFFRES ET DEMANDES P. 45

INDICES P. 48

À la une

Secret professionnel de l'avocat : la nécessité d'une nouvelle intervention du législateur

note par Matthieu BOISSAVY sous Cass. crim., 24 sept. 2024

Les juges et les avocats s'affrontent toujours sur l'étendue de l'opposabilité du secret professionnel de l'avocat en matière de conseil en raison d'une mauvaise rédaction des dispositions de la loi Confiance. Il est désormais nécessaire de rédiger une loi cohérente.



© fergregory_AdobeStock

Actualité

50 ans du SAF : « Nous avons mené de nombreux combats et c'est loin d'être terminé »

entretien avec Judith KRIVINE

Doctrine

De la prise en compte des obligés alimentaires mariés dans la fixation de l'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées

étude par Christelle RIEUBERNET

Jurisprudence

Dispositif des conclusions d'appel : pour une application in concreto de la règle de droit transitoirenote par Guillaume LEROY sous Cass. 2^e civ., 12 sept. 2024

Gazette Spécialisée

DROIT DU DOMMAGE CORPOREL

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Claudine BERNFELD

Avocate au barreau de Paris, cabinet Bernfeld Ojalvo Associés

• Frédéric BIBAL

Avocat au barreau de Paris, cabinet Bibal

AVEC LA PARTICIPATION DE

Leila BELHADJ, William BODILIS, Aurélie COVIAUX, Emma DINPARAST, Alice DUGUET, Claire DÉCHELETTE, Marie-Claire GRAS, Benoît GUILLON, Cyril IRRMANN, Jean-Baptiste MAHIEU, Julie MAVIEL, Olivier MERLIN, Antonio MUSELLA, Lucile PRIOU-ALIBERT, Jean-Baptiste PRÉVOST, Daphné TAPINOS et Dabha ZEGOUT



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationsclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL469g3 ■ Pas de CRFPA pour les diplômés de l'Institut supérieur
du droit 3

GPL469g7 ■ Cabinets d'avocat : la gratification des stagiaires devrait
être revalorisée 4

GPL469f2 ■ Exercice de transparence pour les juridictions administratives
lyonnaises lors de la visite du vice-président du Conseil d'État 6

GPL469i3 ■ 50 ans du SAF : « Nous avons mené de nombreux combats
et c'est loin d'être terminé »
entretien avec Judith KRIVINE 7

Technique

GPL469a3 ■ Décret Magicobus 1 : réenchanter la procédure civile n'est
pas si sorcier !
note par Florent LOYSEAU DE GRANDMAISON sous D. n° 2024-673, 3 juill. 2024 10

Doctrine

GPL468r2 ■ De la prise en compte des obligés alimentaires mariés
dans la fixation de l'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées
étude par Christelle RIEUBERNET 13

Jurisprudence

GPL469h2 ■ Secret professionnel de l'avocat : la nécessité d'une nouvelle
intervention du législateur
note par Matthieu BOISSAVY sous Cass. crim., 24 sept. 2024 16

GPL469g8 ■ Dispositif des conclusions d'appel : pour une application
in concreto de la règle de droit transitoire
note par Guillaume LEROY sous Cass. 2^e civ., 12 sept. 2024 21

GPL469a9 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 25

GPL468s4 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 30

GPL468m1 ■ Chronique de jurisprudence de droit de l'arbitrage
par Lilian LARRIBÈRE <https://lext.so/GPL468m1> 

Aux marches du Palais

Portrait

GPL469b4 ■ Elisabeth Gaud-Gely, bâtonnière du barreau de Tarascon 33

Gazette Spécialisée

DROIT DU DOMMAGE CORPOREL

Sous la responsabilité scientifique de
Claudine BERNFELD et Frédéric BIBAL 35

Précisions : L'article de Jean-Marc Noyer, « Procédure collective du locataire : dualité de compétence entre juge-commissaire et tribunal judiciaire en matière de constatation de la résiliation d'un bail commercial » : GPL 15 oct. 2024, n° GPL468h2, se concentre exclusivement sur l'action en résiliation pour impayés postérieurs à la procédure collective.

Actualité des procédures collectives, n° 17 du 18 octobre 2024

Sommaire du numéro

Repère



LIQUIDATION JUDICIAIRE

Liquidation judiciaire, clôture du compte courant et cautionnement

N° 195 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ARRÊT DES POURSUITES

Seule l'instance en liquidation d'une astreinte, à l'exclusion de la fixation d'astreinte, est interrompue en application de l'article L. 622-21 du Code de commerce

N° 196 - Par Jocelyne VALLANSAN

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Résolution du plan de redressement et prononcé de la liquidation judiciaire : quand l'urgence est de stopper l'exécution provisoire, faute pour le débiteur d'avoir été dûment appelé

N° 197 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Sort de la convention de compte courant en cas de liquidation judiciaire

N° 198

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Condamnation en responsabilité pour insuffisance d'actif : dénaturation de l'écrit mentionnant seulement la créance déclarée

N° 199

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Exclusion de la faute de gestion du gérant ayant dirigé une société concurrente

N° 200

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Défaut de motivation sur la détermination du montant de l'insuffisance d'actif

N° 201

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Application immédiate de la loi nouvelle aux procédures en cours : ce n'est pas au chef d'entreprise de prouver que la faute de gestion est une simple négligence

N° 202

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Dirigeant bénévole d'association : oui à l'assouplissement de la responsabilité pour insuffisance d'actif, mais à la condition de s'en prévaloir

N° 203

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | FAILLITE PERSONNELLE

La cessation de l'activité de la société débitrice ne soustrait pas le dirigeant à ses obligations comptables

N° 204

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

Rappel de la partition à jouer pour le juge compétent saisi de la créance contestée

N° 205

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

La désignation du mandataire judiciaire aux fonctions de commissaire à l'exécution du plan ne met pas fin, de facto, à sa précédente mission : irrecevabilité de l'appel lorsque toutes les parties n'ont pas été intimées en cas d'interruption d'instance

N° 206 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | MESURES DE DÉSENDETTEMENT

Pas d'inégalité devant la loi dans le traitement inégalitaire des créanciers : le juge détermine souverainement les mesures de désendettement appropriées

N° 207

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 42 du 21 octobre 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

L'école est une fête

N° 1211 - Par Wanda MASTOR

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

L'UIA se dote d'un fonds de dotation pour l'État de droit

N° 1212 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Les nouvelles décisions DR du Conseil constitutionnel : progrès ou problème ?

N° 1213 - Par Maxime CHARITÉ

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ADOPTION

Réforme de l'adoption : publication de la circulaire de présentation des dispositions civiles de la loi du 21 février 2022

N° 1214

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Indemnisations des pertes de gains professionnels futurs : confirmation d'une jurisprudence restrictive

N° 1215

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Péremption d'instance : plus de démarches requises après la communication des pièces

N° 1216

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

[L'autonomie du préjudice extrapatrimonial exceptionnel d'un proche d'une victime d'un accident grave](#)

N° 1217

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COPROPRIÉTÉ

[Conditions de recevabilité de l'action en nullité d'une clause du règlement de copropriété](#)

N° 1218

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 10 au 16 octobre 2024](#)

N° 1219

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 30 septembre au 6 octobre 2024](#)

N° 1220

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL

[L'effet dévolutif total de l'appel tendant à l'annulation de la décision des premiers juges : l'excès de pouvoir négatif est doublement sanctionné !](#)

N° 1221 - Par Harold HERMAN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | NOTAIRES

[Application du principe du contradictoire lors de la procédure en délivrance d'actes notariés](#)

N° 1222 - Par Didier CHOLET

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

[Faute de gestion, simple négligence et comptabilité incomplète](#)

N° 1223 - Par Mathieu THIBERGE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

[Équilibre femmes-hommes dans les organes de direction des sociétés : la loi française s'aligne sur les normes européennes](#)

N° 1224

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

[Conditions d'engagement de la responsabilité des banques et des notaires dans les opérations de cautionnement](#)

N° 1225

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 10 au 16 octobre 2024](#)

N° 1226

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 30 septembre au 6 octobre 2024](#)

N° 1227

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS CIVILES IMMOBILIÈRES

[Usufruit et dividende prélevé sur le produit de la vente de la totalité des actifs de la société](#)

N° 1228 - Par Frédéric DANOS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS ANONYMES

[Expertise in futurum et expertise de gestion : aux frontières du réel en droit des sociétés !](#)

N° 1229 - Par Quentin NÉMOZ-RAJOT

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Caractérisation du coemploi en dehors d'un groupe de sociétés](#)

N° 1230 - Par Gilles DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Reirement concernant la péremption de l'instance devant la CNITAAT](#)

N° 1231

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | HARCÈLEMENT MORAL

[Prescription de l'action fondée sur la dénonciation d'un harcèlement moral](#)

N° 1232

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | UNION EUROPÉENNE

[Travailleurs des plateformes : feu vert du Conseil de l'UE à la directive](#)

N° 1233

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 10 au 16 octobre 2024](#)

N° 1234

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 30 septembre au 6 octobre 2024](#)

N° 1235

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | RESPONSABILITÉ DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

[Carence fautive de l'État en matière de lutte contre la pollution atmosphérique](#)

N° 1236 - Par Manon VAN DAËLE

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | IMPÔT SUR LE REVENU

[Le Conseil des prélèvements obligatoires formule 18 recommandations](#)

N° 1237

[Consulter le PDF](#)

Journal officiel du 10 au 16 octobre 2024

N° 1238

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DES MAUVAIS TRAITEMENTS

Interception en mer de migrants et renvoi vers un pays tiers

N° 1239 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE

Recevabilité de la preuve résultant d'un piège tendu par des journalistes

N° 1240 - Par Laure MILANO

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ DE LA PRESSE

Liberté de la presse et sanction de la diffamation

N° 1241 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CONCURRENCE

Après l'arrêt Bosman, nouveau séisme pour le monde du football

N° 1242 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | ASSURANCES

L'avantage assurantiel n'est pas un avantage de retraite

N° 1243 - Par Frédéric GRÉGOIRE et Joël MONNET

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Les Presses universitaires juridiques de Poitiers, un éditeur qui a tout d'un grand !

N° 1244 - Par Marianne FAURE-ABBAD

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | PROCÉDURES DISCIPLINAIRES ORDINALES

La place du plaignant dans les procédures disciplinaires ordinales

N° 1245 - Par Benoît LE DÉVÉDEC

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS

Jurisprudence du tribunal judiciaire de Paris

N° 1246 - Par Rémi FERREIRA , Pierre-Édouard LAGRAULET , Thomas LEBLANC , Frédérique MAREC , Marc MIGNOT , Jean-Marc NOYER et Jean-Marc ROUX

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | ACADÉMIE DE LÉGISLATION

Les évolutions de la justice constitutionnelle

N° 1247 - Par Lucien RAPP

[Consulter le PDF](#)



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

3 questions à Me Alain Grosjean, directeur des revenus de l'UIA (Bonn & Schmitt)

N° 1248

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

Retour sur les annonces du garde des Sceaux au Congrès de l'USM

N° 1249

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COUR DE CASSATION

Observatoire des litiges judiciaires : lancement du premier collège thématique consacré au contrôle coercitif

N° 1250

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

L'avocat doit utiliser une adresse électronique adéquate pour communiquer avec une juridiction

N° 1251

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Le dépôt de plainte en ligne pour les atteintes aux biens généralisé sur tout le territoire

N° 1252

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES

Professions réglementées : l'Autorité de la concurrence va dresser un bilan de la réforme de 2015

N° 1253

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 43 du 28 octobre 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

[Le trading de migrants](#)

N° 1254 - Par Nicolas MOLFESSIS

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | PROCÉDURE CIVILE

[Le divorce, l'appel et la force de chose jugée](#)

N° 1255 - Par Philippe GERBAY

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | FAMILLE

[La déchéance matrimoniale](#)

N° 1256 - Par Alex TANI

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

[Responsabilité du professionnel de santé : charge de la preuve](#)

N° 1257

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DES MINEURS

[Les autorités de protection des données du G7 adoptent une position commune sur l'IA et la protection des mineurs](#)

N° 1258

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 7 au 13 octobre 2024](#)

N° 1259

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

[Force majeure en matière de responsabilité civile extracontractuelle : retour sur](#)

la condition d'imprévisibilité

N° 1260 - Par Nicolas RIAS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

La fin de non-recevoir tirée de la prescription valant rejet de la demande

N° 1261 - Par Marc MIGNOT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JUGE DE L'EXÉCUTION

La fixation de créance avant compensation : le juge de l'exécution a besoin d'une base légale précise

N° 1262 - Par Abdoul YATERA

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PEINES

La Cour de cassation rejette la demande de rétablissement de l'honneur d'un condamné à mort

N° 1263

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Cour d'assises : recevabilité de l'appel formé par le ministère public malgré sa limitation

N° 1264

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PEINES

La condamnation par un État non-membre de l'UE lors de son prononcé ne peut constituer le premier terme de la récidive

N° 1265

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CIRCULATION ROUTIÈRE

Obligation pour les enquêteurs de proposer un prélèvement sanguin aux conducteurs contrôlés positifs aux stupéfiants

N° 1266

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Lutte contre les ingérences étrangères en France : publication de la circulaire de présentation du volet pénal de la loi

N° 1267

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 10 au 23 octobre 2024

N° 1268

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 23 septembre au 6 octobre 2024

N° 1269

[Consulter le PDF](#)

[L'agression sexuelle par surprise constituée par l'exploitation de la vulnérabilité de la victime](#)

N° 1270 - Par Jean-Christophe SAINT-PAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CRYPTO-ACTIFS

[LCB/FT en matière de crypto-actifs : publication de l'ordonnance de transposition du règlement TFR](#)

N° 1271

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CRYPTO-ACTIFS

[Crypto-actifs : l'ordonnance portant transposition du règlement MiCA est publiée](#)

N° 1272

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 17 au 23 octobre 2024](#)

N° 1273

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 7 au 13 octobre 2024](#)

N° 1274

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ D'EXERCICE LIBÉRAL PAR ACTIONS DE PHARMACIENS D'OFFICINE

[Financement des officines de pharmacie : quel avenir pour les obligations convertibles en actions ?](#)

N° 1275 - Par Adeline THOBIE et Charles MARZIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL DISSIMULÉ

[Travail dissimulé : les juges peuvent saisir l'intégralité des bénéfices indus](#)

N° 1276

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Faute inexcusable : rappel de quelques principes favorables à l'indemnisation des préjudices complémentaires](#)

N° 1277

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Frontalier au chômage : règlement européen « Coordination des systèmes de sécurité sociale » et versement d'indemnités journalières](#)

N° 1278

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 7 au 13 octobre 2024](#)

N° 1279

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | UNIVERSITÉS

Inscription en master 2 d'un étudiant ayant validé son master 1 : l'université peut-elle toujours opposer l'atteinte des capacités d'accueil du master ?

N° 1280 - Par Vivien BEAUJARD

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SANTÉ PUBLIQUE

Soins psychiatriques sans consentement : de la notion de partie à la procédure

N° 1281

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE

Les think tanks ne sont pas, par principe, des représentants d'intérêts

N° 1282 - Par Élise UNTERMAIER-KERLÉO

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES

Les Sages consacrent le droit de se taire des magistrats des chambres régionales des comptes dans les procédures disciplinaires

N° 1283

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 17 au 23 octobre 2024

N° 1284

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 7 au 13 octobre 2024

N° 1285

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | CONSEIL DES PRUD'HOMMES

Refus de service d'un conseiller prud'homme : démission d'office

N° 1286 - Par Yonka GASSER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

L'École de droit de Toulouse

N° 1287 - Par Matthieu POUMARÈDE

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | LOI DE FINANCES

La garantie constitutionnelle de continuité budgétaire

N° 1288 - Par Rémi POIROT

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | ÉCONOMIE

L'âge de raison d'un régime pionnier

N° 1289 - Par Olivier DE VILMORIN et Arnaud BERDOU

[Consulter le PDF](#)

L'évolution du droit pénal

N° 1290 - Par Nicolas RAYNAUD DE LAGE

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 43 du 24 octobre 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

PROCÉDURE CIVILE

3 QUESTIONS - Une approche singulière de la résolution des litiges, vecteur de transformation de l'entreprise

N° 797 - Par Daphné BÈS DE BERG

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE

Le déploiement progressif de la facturation électronique entre 2026 et 2027 se précise

N° 798

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Droit pénal des affaires

N° 799

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Droit des contrats spéciaux

N° 800

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Données personnelles : davantage d'organismes sanctionnés en 2024 par la CNIL

N° 801

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

L'APE a 20 ans !

N° 802 - Par Charles BUGNOT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BLANCHIMENT

LCB/FT en matière de crypto-actifs : publication de l'ordonnance de transposition du règlement TFR

N° 803

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Prêt garanti par l'État : les entreprises pourront-elles rembourser ? Éclairage du Conseil d'analyse économique

N° 804

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Nouvelle étape pour le label ISR : entrée en vigueur de la version 3

N° 805

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Crypto-actifs : l'ordonnance portant transposition du règlement MiCA est publiée

N° 806

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Possibilité pour les concurrents de poursuivre les violations du RGPD et protection des données de santé lors des commandes en ligne de médicaments

N° 807

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Le Conseil de l'UE adopte le règlement sur la cyber-résilience

N° 808

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | POUVOIRS PUBLICS

Les think-tanks ne sont pas, par principe, des représentants d'intérêts

N° 809

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Protection des dessins ou modèles : le Conseil de l'UE adopte définitivement deux nouveaux textes

N° 810

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

Réaffirmation de la compétence judiciaire en matière de propriété littéraire et artistique

N° 811

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

[Remboursement partiel des frais en cas de crédit immobilier remboursé par anticipation](#)

N° 812

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Équilibre femmes-hommes dans les organes de direction des sociétés : la loi française s'aligne encore un peu plus sur les normes européennes](#)

N° 813

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Feu vert du Conseil de l'UE à la directive améliorant les conditions de travail des travailleurs des plateformes](#)

N° 814

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Assurance maladie : un nouvel outil interne progressivement déployé pour le traitement des IJ des travailleurs salariés](#)

N° 815

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Modifications des règles de calcul des allègements de cotisations et contributions sociales pour 2024](#)

N° 816

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICAT

[RGPD et droit à la preuve : conditions de communication de données personnelles dans les affaires de discrimination syndicale](#)

N° 817

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL DISSIMULÉ

[Les juges peuvent saisir l'intégralité des bénéfices indus](#)

N° 818

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

[Le CPO formule 18 recommandations visant à renforcer l'égalité des citoyens devant l'impôt sur le revenu](#)

N° 819

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FRAUDE FISCALE

[Lutte contre la fraude fiscale : la Cour des comptes émet des recommandations visant à renforcer le rôle de la DNEF](#)

N° 820

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Restitution d'un bien trouvé entre les mains du débiteur liquidé : entre faculté et discipline collective

N° 1308 - Par Maud LAROCHE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTENTIEUX

Chambre commerciale internationale de la cour d'appel de Paris : chronique de jurisprudence

N° 1309 - Par Marie-Élodie ANCEL , Carla BAKER CHISS , Malik LAAZOUZI et François MAILHÉ

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Clauses abusives et déchéance du terme : l'influence du droit européen sur la protection du consommateur une nouvelle fois illustrée

N° 1310 - Par Philippe MÉTAIS , Élodie VALETTE et Jules GRASSO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Le prononcé judiciaire de la résolution « aux torts partagés » n'emporte aucunement la neutralisation de ses effets

N° 1311 - Par Bee RECEVEUR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | FONDS DE COMMERCE

Sanction du retard d'inscription de la cession de marques : de la nullité de la cession à l'inopposabilité de la sûreté constituée sur le fonds de commerce

N° 1312 - Par Clara GRUDLER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

FONDS DE COMMERCE - Existence du fonds de commerce - Disparition de la clientèle

N° 1313

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

FONDS DE COMMERCE - Vente de fonds de commerce - Conditions suspensives - Défaillance - Mauvaise foi de l'acheteur

N° 1314

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Emploi d'un étranger sans titre : une occasion manquée de revoir le processus

de sanctions

N° 1315 - Par Nicolas TAQUET et François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Conditions d'application du taux réduit d'impôt sur les sociétés

N° 1316 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)